

Pour publication immédiate

Also available in English

DES ORGANISMES CANADIENS APPROUVENT LE RAPPORT INTERNATIONAL QUI DÉNONCE LA « GUERRE AUX DROGUES » ET LA DÉCRIVENT COMME UN ÉCHEC

Les politiques en matière de drogue, ici et à l'étranger, doivent prendre en compte les faits et données ainsi que les droits humains – plutôt que de conduire à une explosion de la population incarcérée

2 juin 2011 — Nous, les organismes soussignés, applaudissons à la publication d'un rapport historique, aujourd'hui, par la Global Commission on Drug Policy [Commission mondiale sur les politiques en matière de drogue]. La Commission non seulement y dénonce la « guerre aux drogues », qu'elle qualifie d'échec, mais elle adresse aux dirigeants politiques du monde entier une série de recommandations d'importance majeure, axée sur l'adoption d'approches aux politiques en matière de drogue qui soient fondées sur les faits et données ainsi que sur les droits.

La Commission est le groupe le plus illustre de leaders politiques de la scène internationale à s'exprimer d'une voix unie et sans équivoque, contre la soi-disant « guerre aux drogues ». Les auteurs affirment que cette répression est au bout du compte une guerre contre des gens, et en particulier contre les personnes qui ont une accoutumance à certaines substances. Dans son rapport, la Commission affirme et explique la nécessité d'opter pour des mesures de rechange à l'emprisonnement des personnes qui font usage ou commerce de drogue, ainsi que de suivre une approche de santé publique à l'usage de drogue et à la toxicomanie. De plus, la Commission demande un « changement paradigmatique » plus profond.

En particulier, la Commission exhorte les gouvernements à :

- Mettre fin à la criminalisation et à la stigmatisation des personnes qui font usage de drogue sans porter préjudice à autrui;
- Faire l'essai de divers modèles de réglementation légale de drogues actuellement interdites, en particulier le cannabis;
- Assurer la disponibilité de diverses méthodes de traitement et des mesures de réduction des risques qui s'avèrent efficaces et bénéfiques dans de nombreux pays d'Europe ainsi qu'au Canada.

L'appel lancé par la Commission correspond aux arguments formulés depuis plusieurs années, en faveur de politiques en matière de drogue qui soient rationnelles et empreintes d'un sens humanitaire, au Canada. D'ailleurs, la sortie du rapport de la Commission ne pourrait pas avoir lieu à un moment plus opportun, pour notre pays. La Cour suprême du Canada délibère actuellement sur le sort d'Insite, le centre d'injection supervisée de Vancouver. Nombre d'évaluations de ce centre ont été publiées et ont fait état de preuves scientifiques écrasantes et incontestables, quant aux faits qu'Insite présente un rapport coût-efficacité avantageux, qu'il est empreint de sens humanitaire et qu'il atteint ses objectifs de prévention de décès et de maladies parmi certaines des personnes les plus vulnérables. Des services de santé aussi cruciaux devraient être élargis, plutôt que menacés de fermeture.

Et pourtant, dans une optique qualifiée de « ligne dure contre le crime », un projet de loi omnibus — incluant des peines minimales obligatoires pour certaines infractions liées à la drogue — est susceptible d'être proposé au Parlement ce mois-ci. L'adoption de ce projet de loi entraînerait une forte augmentation du nombre de personnes incarcérées, dans plusieurs cas pour des infractions liées à la drogue. Or les milliards de dollars que coûteraient aux contribuables le nombre accru de poursuites et de peines imposées ne serviraient aucunement à réduire la consommation de drogue, ni la criminalité associée à la drogue. À l'inverse, ces mesures résulteraient en des souffrances inutiles, pour des individus et leurs familles et communautés. Cela a été clairement démontré dans d'autres pays dotés de telles lois, comme les États-Unis. Il en résulterait, de plus, d'autres répercussions néfastes en termes de santé publique, car la propagation de maladies hématogènes, comme le VIH et l'hépatite C, serait exacerbée, notamment dans les prisons. Il s'agit exactement du type de mesures qui sont dénoncées sur la scène internationale dans le rapport qu'a dévoilé aujourd'hui la Commission.

Le Canada aurait avantage à porter attention aux conclusions de la Commission mondiale sur les politiques en matière de drogue, et d'appliquer les recommandations formulées par les membres renommés qui y siègent — car alors il constatera comment des politiques fondées sur les faits et données, sur les droits humains et sur la santé publique, sont des ingrédients essentiels à une approche sensée et utile, en ce qui a trait à la consommation de drogue au Canada.

Signataires :

AIDS Network Kootenay Outreach and Support Society (ANKORS)
Beyond Prohibition Foundation
B.C. Civil Liberties Association
British Columbia Association of People on Methadone
British Columbia/Yukon Association of Drug War Survivors
Réseau canadien autochtone du sida
Réseau canadien d'info-traitements sida (CATIE)
Canadian Drug Policy Coalition
Canadian Foundation for Drug Policy
Réseau canadien de la réduction des méfaits
Réseau juridique canadien VIH/sida
Canadian Students for Sensible Drug Policy
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements
Centre for Addictions Research of BC
COUNTERfit Harm Reduction Program, South Riverdale Community Health Centre
Harm Reduction Victoria
Health Officers Council of British Columbia
Coalition interagence sida et développement
Keeping the Door Open Society
Méta d'Âme
Pivot Legal Society
Réseau d'aide pour personnes utilisant des opioïdes au Québec (RAPDOQ)
Streetworks, Edmonton
Toronto Drug Users Union
TRIP! Project
Urban Health Research Initiative, British Columbia Centre for Excellence in HIV/AIDS
Vancouver Area Network of Drug Users (VANDU)
VANDU Empowerment Consultants
Western Aboriginal Harm Reduction Society
Youth R.I.S.E.

La Commission mondiale sur les politiques en matière de drogue a pour but de porter au palier international une discussion éclairée et fondée sur la science, en ce qui concerne les moyens humains et efficaces de réduire les préjudices des drogues, pour les gens et les sociétés. Ses membres actuels sont Fernando Henrique Cardoso, César Gaviria, Ernesto Zedillo et Ruth Dreifuss, respectivement anciens présidents du Brésil, de la Colombie, du Mexique et de la Suisse; le premier ministre de la Grèce, George Papandreou; l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan; l'homme d'affaires réputé et militant, Richard Branson; l'ancien Secrétaire d'État des États-Unis, George Shultz; l'ancien président de la United States Federal Reserve ainsi que de l'Economic Recovery Board, Paul Volcker; et d'autres leaders mondiaux. De plus amples renseignements sur la Commission sont accessibles à <http://www.globalcommissionondrugs.org/>.

Contact:

Janet Butler-McPhee

Directrice des communications, Réseau juridique canadien VIH/sida

Tél. : +1 416 595-1666 (poste 228), jbutler@aidslaw.ca